

Candidat du Mouvement patriotique pour le changement au Cameroun (MPCC) pour la présidentielle d'octobre 2018, Jean Blaise Gwet était à Paris le 6 juin pour présenter son programme. L'entrepreneur y a affiché son optimisme et sa certitude de déjouer les pronostics.

Dans le salon de l'hôtel réquisitionné pour l'occasion non loin des Champs-Élysées, le fils de Mbalmayo, dans le Centre, avait apparemment décidé de ne pas laisser place aux doutes. Il l'a réaffirmé plusieurs fois : il est persuadé d'être élu en octobre troisième président de la République camerounaise, après Ahmadou Ahidjo et Paul Biya. Jean Blaise Gwet, ancien chef comptable né en 1957, qui a travaillé entre la France et le Cameroun, a dévoilé les principales lignes de son programme et répondu aux questions de Jeune Afrique, au sujet de la crise anglophone, de l'état de l'opposition ou encore du statut des anciens chefs d'État.

Jeune Afrique : La crise anglophone promet d'être un des principaux sujets de la campagne pour la présidentielle. Que proposez-vous pour la résoudre ?

Jean Blaise Gwet : Une chose est sûre : si rien n'est fait, d'autres poches de tension risquent de s'ouvrir et nous irons droit à une guerre civile qui pourrait contaminer toute la sous-région.

Il faut envoyer un gage de paix et libérer les prisonniers anglophones. La crise est d'abord un problème de répartition des richesses. J'appelle les anglophones à participer à la gestion, non seulement des régions Nord-Ouest et Sud-Ouest, mais aussi de tout le Cameroun.

Je suis également prêt à engager des pourparlers avec les Ambazoniens de l'extérieur. La crise est d'abord un problème de répartition des richesses. Chaque région doit en bénéficier de manière équitable. Nos compatriotes anglophones ont du mal à se soigner, à se déplacer, à avoir accès aux infrastructures... Ils se sont soulevés et ont eu raison. Une meilleure répartition mettra fin à la crise. Nous pouvons adopter un plus fort régionalisme, sans pour autant aller vers une fédération.

Vous parlez dans votre programme de la nécessité d'une « meilleure décentralisation ». Cela irait-il jusqu'au fédéralisme ?

Il faudra poser la question, via l'Assemblée ou par un référendum, de la forme de l'État. Nous pouvons adopter un plus fort régionalisme, sans pour autant aller vers une fédération. Il faut surtout respecter la culture de chacun et réfléchir ensemble à la préservation de l'unité nationale. Je suis ouvert et ce sera aux Camerounais de se prononcer.

Paul Biya n'a pas encore déclaré sa candidature. Pensez-vous qu'il le fera ?

La question n'est pas de savoir si Paul Biya sera candidat ou non. Il faut avoir le courage de regarder la réalité en face quel héritage veut-on laisser à nos enfants ? Le Cameroun attend le changement. Il faut mettre en place les conditions de vie qui permettent paix, cohésion sociale et épanouissement. Cela passe par une monnaie africaine, une autorisation de la double-nationalité, une implication de la diaspora, une assurance-vie pour les militaires et policiers, une couverture maladie pour chaque citoyen mais aussi par une élection présidentielle à deux tours et une limitation des mandats de chef d'État. Impossible n'est pas Camerounais.

Si vous êtes élu, que deviendra Paul Biya ?

Je suis pour un statut spécial pour l'ancien président et sa famille. Ils doivent bénéficier des honneurs de l'État. Paul Biya doit pouvoir prendre une retraite bien méritée dans son pays. Qu'il nous apprenne ses secrets et nous laisse gouverner. Je suis également favorable à la réhabilitation du président Amadou Ahidjo et au retour de sa dépouille au Cameroun, dont j'espère m'occuper personnellement.

Que ferez-vous des anciens dignitaires emprisonnés dans le cadre de l'opération Épervier ?

Je suis favorable à leur libération. L'important, c'est de mettre en place une justice pour tous mais sans chasse aux sorcières. Nous devons combattre le népotisme et la corruption et remettre le travail des Camerounais en valeur. Je veux un Cameroun prospère et moderne. Il ne faut pas avoir peur du changement.

Au niveau économique, de quel changement parlez-vous ?

Il faut encourager l'investissement privé et booster l'économie mais nous ne devons pas non plus être effrayés par des renationalisations des secteurs de l'eau, de l'énergie et des transports ferroviaires et aériens. La présidentielle se joue en un seul tour.

N'avez-vous pas peur que l'opposition soit trop divisée pour l'emporter face au parti au pouvoir ?

Le système actuel a réussi à créer la division et les faux opposants. La plupart des candidats ne font en réalité que gesticuler. Le candidat anglophone ne nous fait pas peur et ne fera pas 1%. Même chose pour le candidat bamiléké. Les Bamilékés soutiennent le système actuel. Ils ont été créés par lui, comme les autres opposants. Moi, je ne fais pas de bruit, mais je travaille. Au début des années 2000, j'ai lancé l'opération « Climatiseurs pour tous, réfrigérateurs pour tous » et je suis entré dans chaque foyer camerounais. J'ai posé des actes sur le terrain, en soutenant des activités sportives, en lançant des initiatives sociales. Les Camerounais me connaissent comme un homme d'affaires sérieux, malgré les coups bas, et mon parti est présent dans chaque village. Si l'élection se jouait demain, je la gagnerais.

Interview réalisée par jeune Afrique